

Royaume du Maroc



*Direction des Études
et des Prévisions Financières*



***Les répercussions de la hausse des cours pétroliers
sur les économies internationale et nationale***

Janvier 2006

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Evolution des cours pétroliers | 2 |
| 1.1. Aperçu historique | 2 |
| 1.2. Evolution récente des prix pétroliers | 3 |
| 2. Les principaux facteurs explicatifs de la hausse des prix pétroliers | 4 |
| 2.1. Situation de l'offre et de la demande mondiale de pétrole..... | 4 |
| 2.2. Poids des facteurs exogènes..... | 5 |
| 3. Perspectives du marché pétrolier | 6 |
| 3.1. A l'horizon 2006..... | 6 |
| 3.2. Perspectives à plus long terme..... | 6 |
| 4. Les effets du renchérissement des prix pétroliers sur l'économie mondiale..... | 7 |
| 4.1. Canaux de transmission théoriques | 7 |
| 4.2. Réponses de politiques économiques..... | 7 |
| 4.3. Comportement des principales économies face au choc des prix pétroliers..... | 8 |
| 5. Situation pétrolière au Maroc..... | 9 |
| 5.1. Evolution de la facture pétrolière du Maroc..... | 10 |
| 5.2. Analyse de la facture pétrolière du Maroc | 11 |
| Bibliographie | 15 |

Introduction

Le marché pétrolier est caractérisé depuis deux ans par une hausse continue des prix. Il s'agit d'une tendance qui semble indiquer la transition à un nouveau prix d'équilibre, en rupture totale avec les niveaux de prix observés lors des décennies précédentes. Outre les considérations liées aux fondamentaux physiques du marché pétrolier, tels les niveaux des stocks, de la demande ou encore des capacités résiduelles de production, les tensions sur les cours du brut font ressortir le poids des facteurs géopolitiques qui accentuent le comportement spéculatif des intervenants financiers.

Ainsi, malgré la modération prévue de l'activité mondiale en 2006, les tensions qui pèsent sur l'ensemble de la filière pétrolière, laissent augurer une poursuite de la hausse des cours pétroliers, avec des prix nominaux pouvant se situer en dessus des 60 dollars/baril (\$/b).

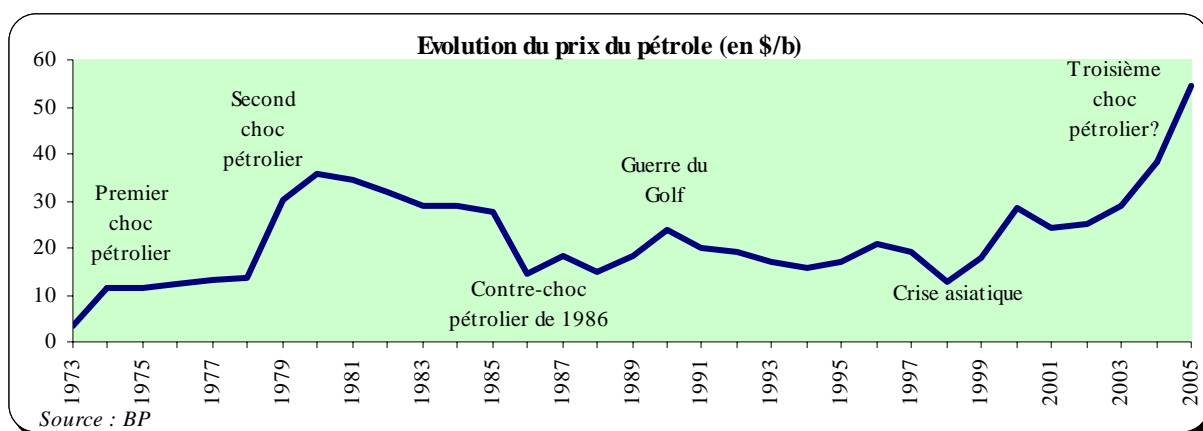
Compte tenu des répercussions que pourrait susciter un renchérissement prolongé des cours pétroliers, il serait intéressant d'établir un diagnostic visant à circonscrire le contexte actuel du marché pétrolier, analyser ses perspectives à court et à moyen terme et à identifier la capacité de réaction des économies internationale et nationale face à cette nouvelle donne.

1. Evolution des cours pétroliers

1.1. Aperçu historique

Les premiers chocs pétroliers sont survenus à la suite des tensions politiques et militaires au Moyen-Orient en 1973-1974, puis en 1979. Le prix de pétrole avait plus que triplé lors du premier choc pétrolier de 1973-1974, en lien avec l'embargo décidé par les pays arabes membres de l'OPEP. Il a plus que doublé lors du deuxième choc de 1979-1980, à la suite de la révolution islamique en Iran.

Par la suite, une relative stabilité des prix pétroliers s'est instaurée entre le contre-choc pétrolier de 1986 et la fin des années 1990. Durant cette période, les principales perturbations ont été le pic éphémère enregistré fin 1990, suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, et la chute drastique observée en 1998, consécutive à une erreur d'anticipation¹.



¹ L'OPEP a augmenté ses quotas dans un contexte de baisse de la demande sur fond de crise financière en Asie du Sud-Est. Le prix du baril avait baissé de 33% pour s'établir à 12,7 dollars le baril en 1998.

Entre 1999 et 2000, les cours du pétrole se sont inscrits en hausse, tirés par la forte croissance mondiale et la mise en oeuvre par l'OPEP d'un accord de coopération avec les autres producteurs non membres du cartel visant à stabiliser les prix dans une fourchette de 22 -28 dollars le baril.

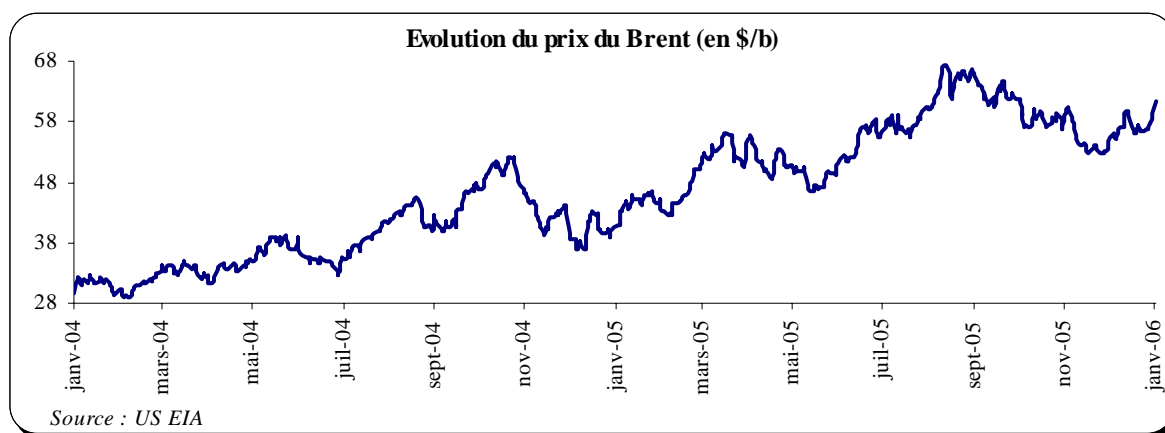
Sur la période 2001-2003, les cours du brut sont demeurés conformes à la fourchette de référence établie par l'OPEP (24,4 \$/b en 2001, 25 \$/b en 2002, 28,5 \$/b en 2003). Dans ce contexte de modération des cours pétroliers, les producteurs n'ont pas été contraints d'effectuer les investissements nécessaires pour améliorer l'offre (forage, raffinage, transport).

1.2. Evolution récente des prix pétroliers

Les prix du pétrole ont emprunté une trajectoire haussière à partir du second semestre 2003, en lien avec la reprise économique mondiale qui a suscité une forte demande de pétrole. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), la croissance de la demande globale de pétrole brut s'est établie à 3,8% en 2004 après 1,9% en 2003, 0,5% en 2002 et une moyenne annuelle de 1,5% depuis 1985.

La forte volatilité des cours pétroliers a remis en cause les prévisions initiales établies par les diverses institutions internationales. Le cours du Brent s'est établi en moyenne à 38,2 \$/b en progression de 32,5% par rapport à 2003, et a pour la première fois évolué largement à l'extérieur de la bande des prix cibles de l'OPEP.

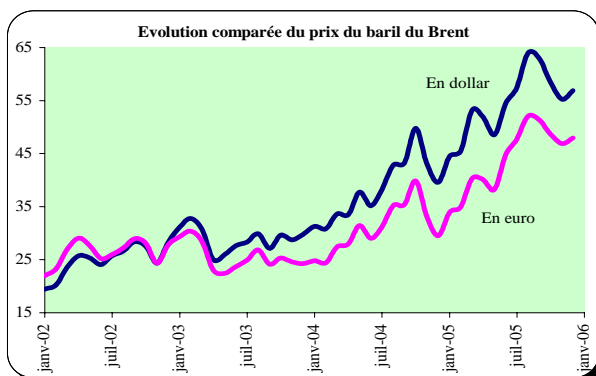
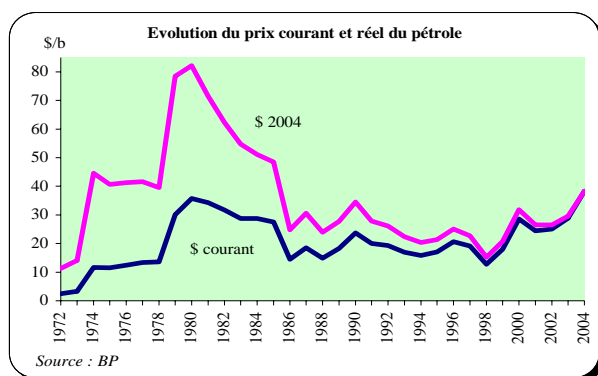
L'envolée des prix pétroliers s'est accentuée en 2005, malgré l'accalmie enregistrée à la fin de 2004 qui avait alimenté l'espoir d'un retour à des prix normaux. Ainsi, le prix du Brent a atteint 54 \$/b en moyenne annuelle à la mi-décembre, en hausse de 42% par rapport à 2004. Il a même franchi de nouveaux records en août (près de 68 \$/b), en raison des inquiétudes des marchés concernant le risque de fortes perturbations d'offre et de l'activité de raffinage, en lien avec les effets dévastateurs des ouragans dans le Golfe du Mexique (Katrina, Rita). Il a fallu recourir au mécanisme d'entraide au profit de l'approvisionnement pétrolier des zones sinistrées², dans le cadre de l'AIE, pour contenir la flambée des cours et éviter le risque d'une crise pétrolière mondiale.



² En vertu de ce mécanisme, il a été décidé de mettre à la disposition du marché pendant 30 jours 2 mbj de pétrole brut ou de produits raffinés prélevés sur les stocks stratégiques.

En dépit du caractère spectaculaire du renchérissement actuel des cours pétroliers, ces derniers demeurent en termes réels relativement inférieurs au niveau atteint lors du second choc pétrolier 1979/1980, où le cours du Brent exprimé en dollar 2004, s'établissait à près de 80 \$/b.

Aussi, est-il nécessaire de souligner que la hausse des cours pétroliers exprimés en euro a été moins rapide, sous l'effet de la forte appréciation de la monnaie unique face au dollar. Ainsi, en dollar, les cours pétroliers ont progressé de 32% en 2004 (6% en 2003), contre une hausse des cours exprimés en euro de 20% et une baisse de 3% respectivement en 2004 et 2003. Néanmoins, cet écart de prix a tendance à se contracter en lien avec le regain de vigueur du dollar. Ainsi, à fin novembre 2005, les cours du brut en dollars se sont accrus de 42% par rapport au niveau moyen atteint à 2004, comparativement à une hausse de 41% en euro.



2. Les principaux facteurs explicatifs de la hausse des prix pétroliers

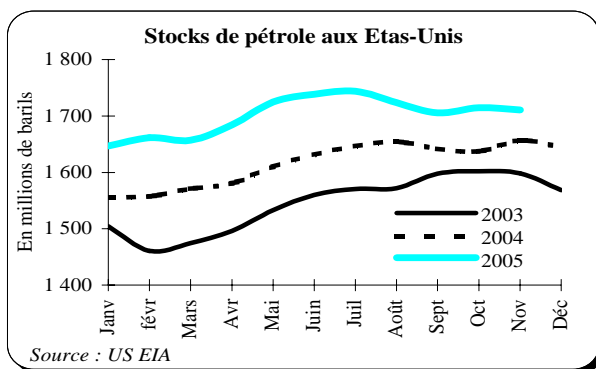
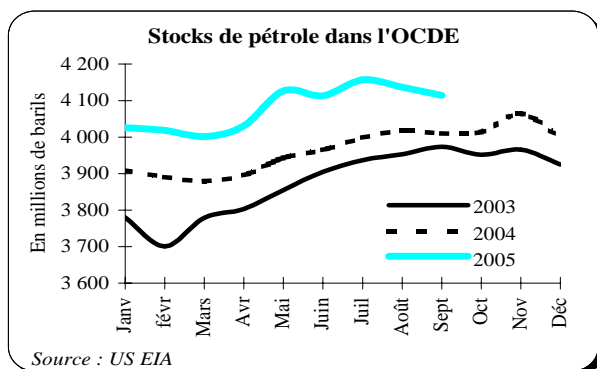
La hausse prolongée des cours est concomitante à plusieurs facteurs qui tiennent aussi bien aux fondamentaux du marché pétrolier qu'au poids des incertitudes géopolitiques. La conjonction de ces facteurs a rendu difficile la résolution de l'équation pétrolière et semble mettre à l'ordre du jour la nécessité de résorber les déficiences du marché pétrolier en vue de faire face aux défis énergétiques qui planent sur l'économie mondiale.

2.1. Situation de l'offre et de la demande mondiale de pétrole

S'agissant des fondamentaux du marché pétrolier, force est de constater le caractère de plus en plus tendu entre l'offre et la demande mondiale de pétrole. Cette dernière, alimentée par la reprise américaine et le fort dynamisme de l'activité en Chine, s'est fortement accrue³. A elle seule, la Chine a contribué pour environ 30% à cette progression, devant les Etats-Unis (+24%). Ces derniers restent de loin les principaux consommateurs de pétrole, avec 25% du total mondial.

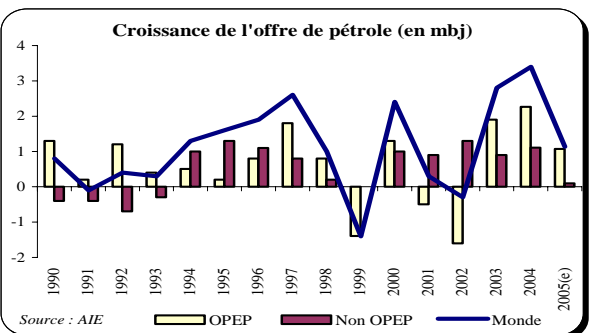
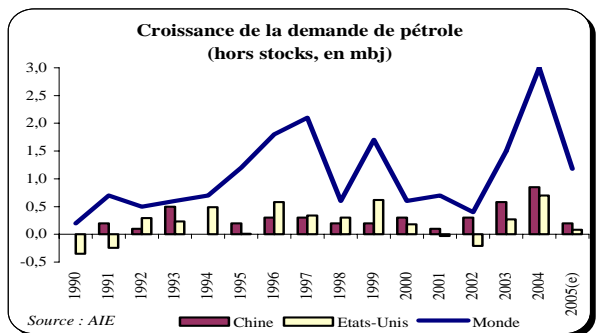
La reconstitution des stocks dans les pays industrialisés a également contribué à entretenir une forte demande pour les produits pétroliers. Les stocks de pétrole ont régulièrement progressé au cours des trois dernières années, repassant au dessus de leur moyenne de long terme. Ils ont enregistré une hausse d'environ 9% entre janvier 2003 et septembre 2005, suite notamment à la progression des stocks américains d'environ 13%.

³ Selon l'Agence Internationale d'Energie, la demande mondiale de pétrole a augmenté en moyenne de 3 millions de barils par jour (mbj) en 2004 contre une hausse moyenne de 0,8 mbj pour la période 2000-2003.



En revanche, les capacités d'offre sont demeurées limitées et ne semblent pas être en mesure de répondre au supplément de la demande généré par la reprise économique mondiale, ni de faire face à tout risque d'interruption des approvisionnements. D'où, l'apparition de goulets d'étranglement sur l'ensemble de la chaîne pétrolière, amplifiés de surcroît par le faible niveau des investissements pétroliers réalisés au cours des dernières décennies.

Ainsi, en aval, les capacités mondiales de raffinage n'ont pas connu d'évolution conséquente par rapport à la progression de la demande de produits pétroliers⁴. Une telle situation explique l'inadéquation de la qualité des bruts offerts (majoritairement brut lourd) par rapport aux besoins des raffineurs (brut léger). En effet, l'écart de prix moyen entre le baril du Brent (léger) et le baril du Dubai (plus lourd) est passé de 2 dollars en 2003 à 4,6 dollars en 2004 et à 5,6 dollars à fin septembre 2005.



2.2. Poids des facteurs exogènes

Les tensions qui pèsent sur le marché pétrolier n'expliquent pas toute la hausse des prix. La recrudescence des incertitudes géopolitiques et les risques baissiers suscités par les aléas climatiques ont alimenté les craintes des marchés quant à la poursuite des approvisionnements pétroliers.

⁴ L'insuffisance des capacités de raffinage au niveau mondial explique que les cours ne sont pas uniquement tirés par la demande de brut mais aussi par celle des produits raffinés (essence notamment). Aux Etats-Unis, aucune raffinerie n'a été construite depuis 1976.

Il s'agit notamment des incertitudes géopolitiques au Moyen-Orient qui détient 60% des réserves mondiales prouvées de pétrole (instabilité en Irak, crise du dossier nucléaire iranien), des tensions sociales et ethniques au Nigeria, des grèves au Venezuela et en Norvège, ainsi que du rebondissement de l'affaire Youkos qui a mis en évidence la volonté de l'Etat russe à reprendre le contrôle des secteurs pétrolier et gazier.

Non moins importants, les facteurs liés aux aléas climatiques (vagues de froid et/ou ouragans) ont également exacerbé les tensions sur les prix de pétrole. Le passage des ouragans Katrina et Rita ont, en l'occurrence, perturbé la production pétrolière dans le Golfe du Mexique et pourront restreindre durablement de plus de 5% les capacités de raffinage américaines.

En conséquence, l'ensemble de ces facteurs d'incertitude a alimenté les opérations de spéculation. C'est ce dont témoigne le fort accroissement des transactions purement financières sur les marchés à terme⁵, qui représentent environ huit fois les échanges physiques de pétrole brut. Il n'incite pas non plus les opérateurs à détenir des stocks et ne favorise guère des investissements additionnels, ce qui renforce encore la volatilité des cours.

3. Perspectives du marché pétrolier

3.1. A l'horizon 2006

Depuis janvier 2005, la balance des risques penche toujours du côté d'une poursuite de la hausse des cours pétroliers. De fait, et même si les prix à terme constituent une prédiction imparfaite des évolutions effectives observées ex-post, cette situation se trouve d'ailleurs confortée par l'évolution des prix « forward » sur les marchés à terme qui anticipent un cours du baril aux alentours de 65 dollars en moyenne pour les échéances courtes.

La demande pétrolière mondiale continuerait d'afficher un rythme de croissance soutenu. Elle devrait croître, selon l'AIE, de 1,2 mb/j pour atteindre 83,4 mb/j en 2005, avant de progresser de 1,8 mb/j en 2006. Du côté de l'offre, le poids des aléas géopolitiques demeure entier. En effet, dans un contexte de saturation des capacités de production résiduelles, l'équilibre du marché pétrolier pourrait être mis à mal dans le cas d'une interruption brutale de l'offre pétrolière. Les incertitudes géopolitiques qui entourent l'Irak, l'Iran et le Nigeria continueraient d'alimenter l'accroissement de la prime de risque adossée aux prix de pétrole.

3.2. Perspectives à plus long terme

S'agissant des perspectives à long terme, l'AIE prévoit une hausse de 40% de la production mondiale du pétrole brut (121 mb/j). Si les investissements nécessaires sont effectués d'ici 2030 dans le secteur pétrolier, ce volume de production devrait suffire pour éponger le supplément de demande pétrolière (1,6% en moyenne annuelle au cours de la même période).

⁵ En août 2005, le marché à terme londonien a battu tous ses précédents records. Il a réalisé un volume d'environ 3,2 millions de contrats futurs échangés sur le Brent, soit le double d'un mois d'août moyen depuis cinq ans. Selon certaines estimations, la part revenant au risque de volatilité des cours serait de 25 dollars en août.

Selon le FMI, la production hors OPEP continuerait de progresser jusqu'en 2010, mais plongerait par la suite, en raison de l'épuisement des gisements traditionnels (Etats-Unis, Royaume-Uni, Norvège) et d'un certain plafonnement de la production dans les pays de la Confédération des Etats Indépendants (CEI). En conséquence, la demande résiduelle adressée à l'OPEP devrait se renforcer à partir de 2010, ce qui donne à l'OPEP un pouvoir de marché considérable.

Dès lors, l'évolution du prix d'équilibre dépendra de la réaction, difficilement prévisible, de l'OPEP face à une demande supplémentaire de pétrole, et surtout de l'attitude des pays du Moyen-Orient qui disposent d'importantes réserves.

4. Les effets du renchérissement des prix pétroliers sur l'économie mondiale

La flambée des cours pétroliers constitue en principe une menace sérieuse pour la croissance de l'économie mondiale. Ces répercussions sont conditionnées toutefois par la durée du choc et le degré d'intensité pétrolière spécifique à chaque économie.

Au vu des efforts d'ajustement envisagés par le passé, les pays de l'OCDE semblent être mieux préparés pour faire face à un choc de prix contrairement aux crises précédentes. Le problème réside alors au niveau des économies émergentes d'Asie, en particulier, caractérisées par une forte demande énergétique et une efficacité énergétique encore faible.

4.1. Canaux de transmission théoriques

L'effet d'une hausse des cours pétroliers se manifeste d'abord par un renchérissement de la facture énergétique, découlant non seulement de la composante pétrole mais aussi des autres matières premières dont les prix suivent ceux du pétrole (gaz notamment). Le renchérissement de la facture énergétique se transmet à l'ensemble de l'économie par deux principaux canaux. Elle induit une hausse des coûts de production des entreprises qui, selon leur comportement de marge, peuvent répercuter totalement ou partiellement le relèvement du coût des inputs sur les prix à la consommation. La hausse de l'inflation exerce des effets négatifs sur la demande et l'offre de biens en déformant les prix des facteurs, ce qui conduit à une baisse du revenu du pays.

Il s'en suit alors une compression du pouvoir d'achat des consommateurs, l'inflation se traduisant par une ponction sur le revenu réel disponible. La hausse du prix de l'énergie conduit à une réduction des marges bénéficiaires des entreprises, ce qui amène ces dernières à revoir à la baisse leurs programmes d'investissement et d'embauche⁶. Néanmoins, ce comportement est loin d'être mécanique compte tenu du contexte concurrentiel qui empêche les entreprises de répercuter intégralement la hausse des coûts.

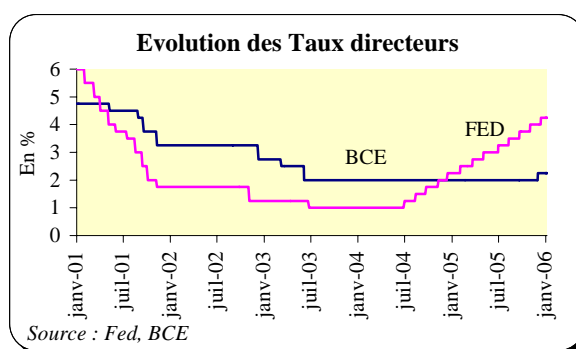
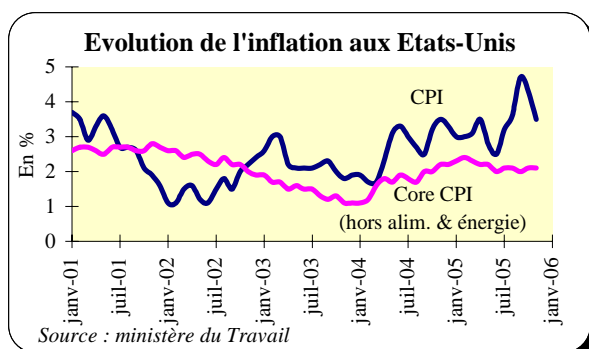
4.2. Réponses de politiques économiques

La réponse de la politique économique face à un choc pétrolier dépend de la durée de ce dernier. Si le choc est de courte durée, les effets prix sont par définition transitoires et les politiques budgétaire et monétaire peuvent contribuer à stabiliser la production.

⁶ La faible réaction de l'emploi aux Etats-Unis eu égard au niveau de la croissance peut être interprété par la préférence des entreprises à ajuster à la baisse leur demande d'emploi pour maximiser leurs profits.

En revanche, si le choc est permanent, les politiques macroéconomiques peuvent être inefficaces, plaçant les banques centrales dans une situation délicate. Une politique monétaire qui se concentre sur un objectif de stabilisation des prix serait en effet très pénalisante pour l'activité. Pour éviter cela, une politique monétaire crédible visant à stabiliser les anticipations d'inflation serait exigée pour contrer le risque d'effets de second tour liés à la hausse des rémunérations que les salariés négocient pour conserver leur pouvoir d'achat.

Aux Etats-Unis, dopé par la flambée des prix du pétrole, l'indice des prix à la consommation s'est accru de 2,7 % en 2004, contre 2,3 % en 2003. Il devrait enregistrer une progression de 3,4% en 2005. En réaction à cette évolution, la Fed a procédé au resserrement progressif de sa politique monétaire, relevant son taux d'intérêt directeur de 25 pb, à plusieurs reprises, pour le porter à 4,25% en décembre 2005.



Dans la zone euro, l'inflation s'est légèrement devrrait s'établir à 2,4% au quatrième trimestre 2005 (après avoir atteint 2,3% au troisième trimestre) et à 2,2% pour l'ensemble de l'année, soit un niveau en dessus de l'objectif fixé par la BCE (2%). Dans ce sillage, l'autorité monétaire européenne a procédé, début novembre 2005, au relèvement de son taux de refinancement, d'un quart de point, pour le porter à 2,25%.

4.3. Comportement des principales économies face au choc des prix pétroliers

Les scénarii de référence établis par les différentes institutions internationales tablent du moins sur un maintien des prix à leurs niveaux actuels, sinon sur une poursuite de la hausse des cours à des niveaux encore plus élevés.

Ainsi, le FMI a retenu, dans ses estimations de septembre 2005, un prix moyen de pétrole de 54,2 \$/b pour 2005 et de 61,8 \$/b en 2006⁷. La hausse des cours a conduit l'institution monétaire internationale à réviser à la baisse ses perspectives de croissance en 2005 et en 2006 pour plusieurs pays. D'après les estimations du FMI, le niveau actuel des prix du pétrole coûterait 0,7 à 0,8 point à la croissance mondiale en 2005-2006.

Toutefois, les effets seraient différenciés selon le degré de dépendance vis-à-vis des importations nettes de pétrole, de l'intensité énergétique de la croissance⁸ et du degré d'absorption des chocs par chaque économie.

⁷ Le prix de référence du baril retenu par le FMI représente une hausse de 16,6% et de 41% par rapport aux estimations du printemps dernier. L'importance de l'écart de prévision fait montre de la forte volatilité des prix pétroliers.

⁸ Taux de consommation de pétrole par unité de production.

Ainsi, le FMI prévoit une baisse de la croissance aux Etats-Unis et dans la zone euro de 0,4 point de PIB en 2005. L'impact sur la croissance japonaise serait moindre (-0,2 point du PIB). S'agissant des pays en développement, la situation est contrastée selon les pays. L'Asie devrait enregistrer une baisse de 0,4 point de son PIB. L'impact serait faible en Amérique latine (-0,1 point du PIB). En revanche, pour l'Afrique et l'Europe émergente, l'impact global serait positif (+0,1 point du PIB), bénéficiant particulièrement aux exportateurs nets des hydrocarbures.

Dans le même sillage, les simulations conduites par la Banque Mondiale considèrent qu'une augmentation durable d'environ 10 dollars le baril, serait l'équivalent d'une perturbation provisoire de l'offre dans des proportions de l'ordre de 1 million de barils par jour et entraînerait un ralentissement de la croissance mondiale de l'ordre de 0,5 point de pourcentage en 2006.

D'autres études montrent qu'un passage du prix du brut de 55 à 100 \$/b se traduirait par une baisse de la croissance du PIB de la zone OCDE de 1,8 point. Ainsi, le PIB des Etats-Unis perdrait 1,4 point sur une année pleine. Celui du Japon se réduirait de 1,8 point, tandis que l'impact sur la zone euro serait plus prononcé, avec une ponction sur le PIB de la zone estimée à 2,25 points. Pour ce qui est de l'inflation, l'indice des prix augmenterait de 2,25 points aux Etats-Unis et dans la zone euro. Il s'apprécierait de 1,4 point seulement au Japon.

Nonobstant les incidences négatives sur la croissance économique mondiale telles que décrites par les principaux modèles de prévision, force est de constater qu'après une année 2004 exceptionnelle, l'activité mondiale a bien résisté en 2005 à la flambée des cours du pétrole. La modération du taux de croissance du PIB mondial en 2005 demeure en effet largement en deçà des proportions estimées par les modèles macroéconomiques. Une telle situation semble indiquer que la hausse des prix du pétrole s'apparente beaucoup plus à un transfert de revenus entre les pays consommateurs et les pays producteurs, n'induisant qu'un effet limité sur la croissance globale.

Plusieurs facteurs expliquent la particularité de la phase actuelle de la hausse des cours pétroliers. Il s'agit en particulier de la conduite de politiques monétaires crédibles permettant un meilleur ciblage de l'inflation, des progrès enregistrés en matière d'efficacité énergétique et de la tertiarisation accrue des économies. La globalisation financière permet par ailleurs un meilleur recyclage des excédents pétroliers, ce qui facilite en conséquence le financement des déficits courants dus à la hausse des prix du brut.

5. Situation pétrolière au Maroc

En tant qu'importateur net de pétrole, le Maroc est soumis au gré de la conjoncture pétrolière. Les canaux de transmission d'un renchérissement de la facture énergétique à l'économie nationale se manifestent à travers une aggravation du déficit commercial, un alourdissement des charges de compensation, même dans le cas d'une répercussion partielle de la hausse des cours sur les prix à la consommation. La cherté des produits pétroliers entraîne aussi une ponction sur le pouvoir d'achat des consommateurs et une augmentation des coûts des entreprises.

Parallèlement à ces effets directs, un effet indirect lié aux effets du renchérissement des cours pétroliers sur les économies partenaires. Ce qui serait de nature à affecter le rythme de progression de la demande étrangère adressée à notre pays.

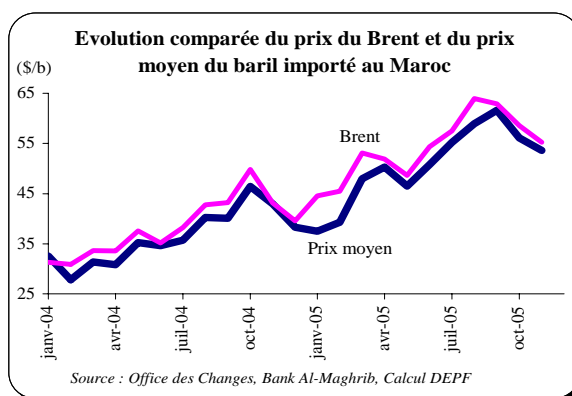
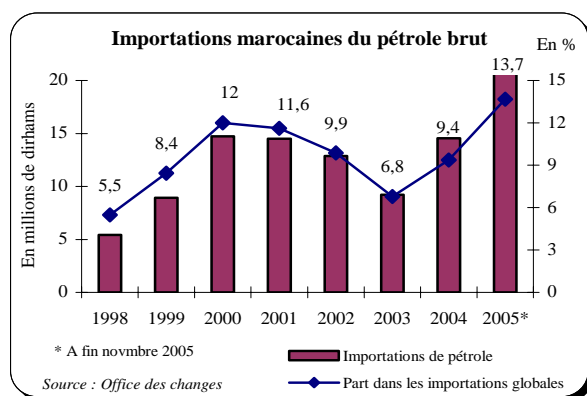
5.1. Evolution de la facture pétrolière du Maroc

Le Maroc affiche une forte dépendance énergétique. La quasi-totalité de ses besoins en produits énergétiques sont importés de l'extérieur. La ressource pétrolière représente près de 60% de la consommation d'énergie au Maroc contre 95% dans les années 1970. La production nationale de pétrole brut est très faible et ne dépasse guère 50.000 tep/ an.

En 2004, la facture pétrolière a progressé de 58%, affectée par la hausse des cours mondiaux du pétrole et l'événement exceptionnel de l'incendie de la SAMIR qui a perturbé l'activité de raffinage. Les importations pétrolières ont représenté 3,3% du PIB, ce qui demeure inférieur à la moyenne de la période 1999-2002 (3,4% du PIB). En termes de coût, la facture pétrolière a absorbé près de 17% des recettes d'exportation (l'équivalent de 62 jours d'exportations), contre 11% et 14% respectivement en 2003 et 2002.

La part relative des importations pétrolières dans le total des importations nationales, est en augmentation depuis 1998. Elle s'est établie à 13,7% à fin novembre 2005 après 9,4% en 2004. A elle seule, la hausse des importations pétrolières explique pour près de 47% l'accroissement des importations globales enregistré à fin novembre 2005.

Le renchérissement de la facture pétrolière s'est poursuivi au terme des onze premiers mois de l'année 2005. Les importations marocaines de pétrole brut se sont accrues significativement. Elles ont atteint 22,2 milliards de dirhams, en hausse de 65% par rapport à la même période de l'année dernière. Le prix moyen de la tonne importée est ainsi passé de 2390 dirhams la tonne (DH/T) à 3371 DH/T respectivement entre janvier et novembre 2005, soit un accroissement de 41%.



Les principaux fournisseurs de pétrole brut du Maroc en 2004 sont l'Arabie Saoudite (6,1 milliards dirhams), la Russie (5,4 milliards dirhams), l'Iran (2,2 milliards dirhams) et l'Irak (588 millions dirhams). La part de la L'Iran a connu une nette amélioration entre 2003 et 2004 passant respectivement de 3,9% à 14,9%. En revanche, celle de la Russie a sensiblement reculé (37,1% après 44,9% en 2003). Malgré la baisse de sa part, l'Arabie Saoudite demeure le premier fournisseur du Maroc avec 41,9% des importations contre 47,9% en 2003.

En terme de volume, les importations nationales de pétrole brut ont atteint 6,1 millions de tonnes en 2004, en progression de 32,2% par rapport à 2003⁹. Ce niveau de consommation est légèrement inférieur au niveau annuel moyenne de 6,4 millions de tonnes enregistré au cours de la période 1999-2003. Le volume des importations pétrolières a continué de croître pour répondre à une demande encore vigoureuse. Il s'est établi, à fin novembre 2005, à près de 6,6 millions de tonnes, en progression de 16,9% par rapport à la même période de l'année précédente et de 14,1% par rapport à la moyenne (janvier-novembre) des cinq dernières années.

Importations marocaines de pétrole brut (en volume)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Jan-Nov 2005 |
|--------------------------------------|------|------|------|-------|-------|------|-----------------|
| Importations (en milliers de tonnes) | 7183 | 6853 | 7259 | 6390 | 4614 | 6098 | 6593 |
| Croissance annuelle (%) | 19,6 | -4,6 | 5,9 | -12,0 | -27,8 | 32,2 | 16,9 |

Source : Office des Changes

5.2. Analyse de la facture pétrolière du Maroc

L'analyse de la facture pétrolière du Maroc peut être conduit à travers la décomposition des importations pétrolières en effet volume, effet prix et effet change¹⁰.

D'après les calculs effectués, l'accroissement de la facture pétrolière sur la période récente s'explique davantage par un effet prix (renchérissement des cours mondiaux de pétrole) plutôt que par un effet volume (la hausse des importations). L'effet change, relativement moins favorable lors des périodes précédentes, a permis depuis 2002 d'amortir une partie du choc lié à la hausse des cours pétroliers. Il s'agit néanmoins d'un effet transitoire découlant des fortes fluctuations observées entre les grandes devises.

En ce qui concerne l'effet volume, celui-ci a eu un impact direct sur le renchérissement des importations pétrolières en 1999 et en 2004, années où les importations marocaines de pétrole brut ont progressé respectivement de 1,18 et de près de 2 millions de tonnes, expliquant 20% et 32% du renchérissement de la facture pétrolière lors des deux périodes.

⁹ L'année 2003 a été une année exceptionnelle. La forte baisse des importations de brut tient à l'interruption de l'activité de raffinage de la SAMIR en raison de l'incendie survenu en novembre 2002.

¹⁰ Si on définit :

- p = prix unitaire moyen
- q = quantité totale
- t = taux de change nominal (USD/MAD) et
- 0 = année de référence
- 1 = année d'exercice

l'effet global s'exprime par : $\frac{\sum p_1 \cdot q_1 \cdot t_1}{\sum p_0 \cdot q_0 \cdot t_0}$ et peut donc se décomposer en :

- un effet volume : $\frac{\sum p_0 \cdot q_1 \cdot t_0}{\sum p_0 \cdot q_0 \cdot t_0}$
- un effet prix : $\frac{\sum p_1 \cdot q_0 \cdot t_0}{\sum p_0 \cdot q_0 \cdot t_0}$
- un effet change : $\frac{\sum p_0 \cdot q_0 \cdot t_1}{\sum p_0 \cdot q_0 \cdot t_0}$

S'agissant de l'effet prix, l'accroissement du prix moyen de la tonne importée de plus de 10 dollars le baril (75 dollars/tonne) entre 1999 et 2000 explique près de 60 % de l'accroissement de la facture énergétique. L'effet change a eu lors de cette période un effet amplificateur compte tenu de la dépréciation du dirham de 8% face au dollar. Le pic récent des prix mondiaux de pétrole, de 209 dollars la tonne en 2003 à 269 dollars en 2004, explique à hauteur de 32% la hausse des importations pétrolières. Lors de cette année, l'effet change a permis d'éponger une partie du renchérissement des cours en raison de l'appréciation du dirham par rapport au dollar (7%).

Pour ce qui est de la période janvier-novembre 2005, la situation ne s'est pas écartée de la tendance observée lors des phases précédentes. Le renchérissement de la facture pétrolière s'explique essentiellement par un effet prix (42%) et par un effet volume (9%). De son côté, l'effet change à tendance à s'estomper, compte tenu de la stabilisation relative de la monnaie nationale face au dollar, contrairement à l'année précédente (-1% après -7% en 2004).

Tableau récapitulatif des effets prix, volume et change

| | Effet volume | Effet Prix | Effet change | Effet total |
|--------------|---------------------|-------------------|---------------------|--------------------|
| 1999 | 20% | 35% | 2% | 57% |
| 2000 | -5% | 59% | 8% | 63% |
| 2001 | 6% | -13% | 6% | -1% |
| 2002 | -12% | 3% | -2% | -11% |
| 2003 | -28% | 14% | -13% | -27% |
| 2004 | 32% | 29% | -7% | 54% |
| 2005* | 9% | 42% | -1% | 50% |

Source : Calculs DEPF (*) janvier-novembre

Conclusion

La poursuite du renchérissement des cours pétroliers serait préjudiciable pour l'économie nationale, même si une partie de la hausse des cours pourrait être absorbée par une éventuelle appréciation du dirham par rapport au dollar, compte tenu des tensions qui pèsent sur la devise américaine (aggravation du compte courant américain et les incertitudes entourant son financement).

Ainsi, tenant compte de ces incidences négatives sur l'économie nationale, il demeure primordial de mettre en place une véritable politique axée sur la diversification des sources énergétiques en vue de contrecarrer la double dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger en matière énergétique et vis-à-vis de la ressource pétrolière. A cet effet, il convient de poursuivre les efforts consentis dans ce domaine, notamment à travers :

- la promotion de l'utilisation du gaz naturel, aussi bien dans le secteur électrique (nouveaux cycles combinés) que dans différents usages industriels, en raison de ses nombreux avantages comparatifs : énergie propre, rendements favorables, technologies performantes.
- le développement des énergies renouvelables à travers les programmes éoliens et solaires, la petite hydraulique et la biomasse. L'exploitation des importantes potentialités du Maroc dans ce domaine devrait s'inscrire dans une logique de développement durable. A cet égard, le Maroc, ayant ratifié le protocole de Kyoto, devrait tirer profit du Mécanisme de Développement Propre (MDP) qui est un mécanisme financier d'incitations à la réalisation de projets et d'activités qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'acquérir des crédits en retour, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique¹¹.
- L'intensification de l'exploration et de la prospection pétrolière en misant sur les potentialités de l'off-shore profond. Ainsi, une découverte importante d'hydrocarbure serait-elle de nature à transformer structurellement la situation énergétique marocaine.
- La sécurisation de l'approvisionnement du marché intérieur à travers la garantie de la sûreté des installations énergétiques et le relèvement des niveaux des stocks stratégiques de pétrole. D'où, la nécessité d'engager de nouveaux investissements en infrastructures de réception et de stockage.
- La rationalisation de l'utilisation de l'énergie à travers la sensibilisation des consommateurs et l'amélioration de la productivité en vue de réduire l'intensité énergétique du tissu productif national.

Au demeurant, il importe aussi d'œuvrer activement dans le sens de l'approfondissement de la coopération régionale euroméditerranéenne à l'œuvre (gaz, électricité,...), mais aussi à travers l'aboutissement du processus d'intégration à l'échelle maghrébine en vue d'exploiter le potentiel de complémentarité qui existe entre les divers pays du Maghreb.

¹¹ Le Maroc dispose d'un portefeuille de projets MDP intégrant plus de 40 projets, représentant plus de 5 Millions de T ECO2/an pour les 10 ans à venir. Cela permettrait de drainer des fonds estimés entre 25 et 50 Millions de \$/an. Deux projets édifians en matière du MDP ont été enregistrés au niveau du conseil exécutif. Il concerne tous les deux l'énergie éolienne. Il s'agit du projet éolien de Tétouan, réalisé par LAFARGE et du parc éolien d'Essaouira réalisé par l'ONE.

Focus : Potentialités pétrolières du Maroc

Datant de 1928, la recherche pétrolière au Maroc n'a permis de découvrir que de modestes réserves. Seuls deux gisements, près d'Essaouira et dans le Gharb, fournissent une quantité dérisoire de pétrole brut.

La fusion en juillet 2003 de l'ONAREP et du BRPM, qui a donné naissance à l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM), constitue une action stratégique destinée à promouvoir le développement de l'exploitation et de l'exploration des hydrocarbures notamment dans le cadre d'un partenariat avec le secteur privé. Pour y parvenir, le code des hydrocarbures de 1972 a été rénové à travers la mise en place d'un cadre incitatif pour la prospection et l'exploration des champs d'hydrocarbures par des sociétés étrangères.

Ce nouveau code adopté en 2004 prévoit entre autres : (1) une baisse de 50% à 25% du taux de participation de l'Etat dans les permis de recherches et les concessions d'exploitations, (2) l'exonération du concessionnaire de l'impôt sur les sociétés durant les 10 premières années d'exploitation, (3) la suppression du droit pétrolier et (4) des royalties à taux variant de 10% à 7% pour le pétrole et de 5% à 3,5% pour le gaz.

Ces nouvelles dispositions ont donné lieu à des résultats positifs, comme en témoigne le nombre croissant des contrats conclus avec des sociétés étrangères. Ainsi, 19 sociétés étrangères opèrent au Maroc à travers 72 permis couvrant 95% de la côte atlantique. Les sociétés C.N.O.O.C (Chine), PETRONAS (Malaysie), SHELL (Hollande), TOTALFINAELF (France), E.N.I. (Italie), REPSOL (Espagne), YPF, Kerr McGee (U.S.A.), CABRE (Canada), NORSKHYDRO (Norvège), VANCO, RWE, MAERSK Oil (Danemark) ont signé avec l'O.N.H.Y.M. des contrats d'exploration ou de prospection dont les résultats des travaux sont à ce jour en cours d'examen.

Bibliographie

- PNB PARIBAS, *Conjoncture - Taux – Change*, septembre-octobre 2005.
- CCF, « Un choc pétrolier très différents dans ses origines et ses conséquences économiques », septembre 2005.
- FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.
- JPMorgan, *World Financial Markets*, Fourth-quarter 2005.
- International Energy Agency, *Oil Market Report*, septembre 2005.
- Energy Information Administration, *International Petroleum Monthly*, <http://www.eia.doe.gov/ipm/>
- Brook A.-M. et al., 2004, “oil price developments: drivers, economic consequences and policy responses”, *Economics Department Working Papers*, N°412, OECD, novembre 2004.
- Conseil Mondial de l’Energie, 2004, « Réflexions sur la dynamique des marchés du pétrole et du gaz naturel ».
- Direction de la Prévision, « Le marché pétrolier », *Analyses Economiques*, N° 53, novembre 2004.
- Direction de la Prévision, « Les effets économiques du prix du pétrole sur les pays de l’OCDE », *Analyses Economiques*, n° 54, novembre 2004.
- Institut français de pétrole, « L’offre et la demande pétroliers, Panorama 2005 », novembre 2004.
- Schuster R. « Dynamique des marchés pétroliers », *Etude des marchés et analyse économique - Exportation et Développement Canada (EDC)*, janvier 2004.
- Sénat français, « La hausse des prix du pétrole : une fatalité ou le retour du politique », Rapport d’information N° 105- Novembre 2005.